

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 2073

[2006/201662]

11 MAI 2006. — Décret portant assentiment, en ce qui concerne les matières transférées par la Communauté française, à l'accord de coopération du 24 février 2005 relatif à la mobilité interrégionale des chercheurs d'emploi, conclu entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Région wallonne, la Région flamande, la Communauté flamande, la Communauté germanophone et la Commission communautaire française (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, certaines matières visées aux articles 127, § 1^{er}, et 128 de la Constitution.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 24 février 2005 relatif à la mobilité interrégionale des chercheurs d'emploi, conclu entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Région wallonne, la Région flamande, la Communauté flamande, la Communauté germanophone et la Commission communautaire française.

Cet accord de coopération est annexé au présent décret.

Art. 3. Le présent décret produit ses effets le 15 octobre 2005.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 11 mai 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,

M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,

Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Note

(1) *Session 2005-2006.*

Documents du Conseil 346 (2005-2006). N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance publique du 10 mai 2006.

Discussion - Vote.

Accord de coopération conclu entre la Région Bruxelles-Capitale, la Région wallonne, la Région flamande, la Communauté flamande, la Communauté germanophone et la Commission communautaire française concernant la mobilité interrégionale des chercheurs d'emploi

Considérant les conclusions de la Conférence nationale pour l'emploi du 9 octobre 2003 concernant la mobilité interrégionale des chercheurs d'emploi;

Considérant les Lignes directrices définies dans le cadre de la stratégie européenne pour l'emploi et en particulier les éléments liés à la promotion de la mobilité professionnelle et géographique;

Considérant que la mobilité ne constitue pas une fin en soi mais permet d'élargir le territoire de recrutement d'un employeur ou la possibilité d'embauche pour un chercheur d'emploi, en particulier quand la rencontre de l'offre et de la demande n'a pas pu se faire dans un rayon limité;

Considérant les propositions du Collège des Fonctionnaires dirigeants des services publics de l'emploi, réuni en décembre 2003, concernant la mise en œuvre d'un outil performant d'échange d'offres d'emploi insatisfaites et de curriculum vitae de chercheurs d'emploi,

Le Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale, représenté en la personne de son Ministre-Président, M. Charles Picqué, et de son Ministre de l'Economie, de l'Emploi, de la Recherche scientifique et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente, M. Benoît Cerexhe;

Le Collège de la Commission communautaire française de la Région Bruxelles-Capitale, représenté en la personne de son Ministre-Président, M. Benoît Cerexhe et de son Ministre de la Formation professionnelle, de l'Enseignement, de la Culture, du Transport scolaire et des Relations internationales, Mme Françoise Dupuis;

Le Gouvernement flamand, représenté en la personne de son Ministre-Président, M. Yves Leterme et de son Vice-Ministre-Président, Ministre de l'Emploi, de l'Enseignement et de la Formation, M. Frank Vandembroucke;

Le Gouvernement wallon, représenté en la personne de son Ministre-Président, M. Jean-Claude Van Cauwenberghe, de son Ministre de l'Economie et de l'Emploi, M. Jean-Claude Marcourt, et de son Ministre de la Formation, Mme Marie Arena;

Le Gouvernement de la Communauté germanophone, représenté en la personne de son Ministre-Président, M. Karl-Heinz Lambertz, et de son Vice-Ministre-Président, Ministre de la Formation, de l'Emploi, des Affaires sociales et du Tourisme, M. Bernd Gentges,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Définitions

Il faut entendre dans le présent accord par :

1° les services publics de l'emploi : les organismes d'intérêt public créés et organisés par les parties signataires dans le cadre de l'exercice de la compétence régionale en matière de placement des travailleurs;

2° les services publics de la formation professionnelle : les organismes d'intérêt public créés et organisés par les parties signataires dans le cadre de l'exercice de la compétence communautaire en matière de reconversion et recyclage professionnels;

3° l'action d'accompagnement : l'action des services publics de l'emploi par laquelle un nouveau départ est offert aux chômeurs et aux chercheurs d'emploi inoccupés sous la forme d'un accompagnement individuel à l'orientation professionnelle en vue d'une intégration effective sur le marché du travail.

Art. 2. Echanges d'information sur les offres et les demandes d'emploi

§ 1^{er}. Sans préjudice des relations contractuelles entre les services publics de l'emploi et les entreprises, et conformément aux dispositions prévues dans le protocole réglant les rapports entre les organismes issus de la restructuration de l'Office national de l'Emploi signé le 22 décembre 1988, les engagements prévus au point D, quatrième alinéa, sont renforcés de la façon suivante :

1° Chaque service public de l'emploi transmet automatiquement au service public de l'emploi concerné les offres émanant d'entreprises qui recrutent pour un siège d'activité situé sur le territoire de cette région.

2° Chaque service public de l'emploi transmet automatiquement et immédiatement aux autres services publics de l'emploi les offres d'emploi qui appartiennent aux fonctions critiques dont il a établi la liste annuellement;

3° Chaque service public de l'emploi transmet immédiatement aux autres services publics de l'emploi, par appréciation du conseiller emploi, les offres d'emploi qui n'appartiennent pas aux fonctions critiques mais pour lesquelles le conseiller emploi sait qu'il n'y a pas de candidat de son ressort territorial;

4° Chaque service public de l'emploi transmet aux autres services publics de l'emploi les autres offres après avoir constaté qu'elles restent insatisfaites.

A l'exception de la Communauté germanophone pour des raisons liées à la taille de son marché de l'emploi, les services publics de l'emploi conviennent, par un accord de collaboration, de la méthode d'établissement de la liste des fonctions critiques.

L'ensemble des partenaires s'accordent sur les modalités pratiques (langue, etc.) et techniques de transmission des données.

§ 2. Les services publics de l'emploi sont chargés d'informer les chercheurs d'emploi sur les possibilités offertes dans les autres régions. Dans ce cadre, ils organiseront, à l'attention des chercheurs d'emploi, des actions d'accueil et d'information (entrevues, journées thématiques sur la mobilité interrégionale) afin de les sensibiliser à l'existence d'emplois vacants dans les autres régions.

§ 3. Les services publics de l'emploi sont chargés d'ouvrir, dans le cadre du réseau européen EURES, un ou plusieurs espaces communs pour le traitement des offres d'emploi internationales.

Art. 3. Promotion de la mobilité interrégionale des chercheurs d'emploi

Les services publics de l'emploi sont chargés de rechercher comment accorder leurs répertoires opérationnels des métiers et des emplois afin d'assurer une plus grande transparence du marché de l'emploi belge.

Les services publics de l'emploi interviennent dans les frais de déplacement des chercheurs d'emploi de leur ressort territorial, qui, dans le cadre d'une action d'accompagnement, sollicitent un emploi, bénéficient d'une expérience professionnelle ou suivent une formation professionnelle en dehors de la région de leur domicile, à défaut d'une prise en charge des frais de déplacement par une autre instance, dont notamment les organisations professionnelles ou les services public de la formation dans le cadre de l'exercice de leur compétence.

Art. 4. Promotion des cours de langue

Les services publics de la formation professionnelle sont chargés de coordonner leurs efforts en faveur du développement et de la promotion des formations en langue offertes aux chercheurs d'emploi.

Les échanges linguistiques de stagiaires entre les services publics de la formation professionnelle sont renforcés conformément aux dispositions des accords bilatéraux qui sont conclus par ailleurs entre les parties signataires.

Art. 5. Organisation de formations transrégionales

Les services publics de la formation professionnelle sont chargés de développer leurs collaborations en vue d'organiser des formations ouvertes aux chercheurs d'emploi de plusieurs régions ou communautés et qui répondent à des besoins de formation très spécifiques, notamment sur le plan technologique, émanant de secteurs professionnels particuliers ou de grandes entreprises transrégionales, nationales et internationales.

Art. 6. Le plan d'urgence sociale de reclassement de travailleurs victimes d'un licenciement collectif

§ 1^{er}. Sans préjudice des obligations des employeurs, en tenant compte des modalités légales préalables à l'intervention, via l'une ou l'autre mesure, des Régions et de la Communauté germanophone, et conformément aux dispositions des conventions collectives de travail, le plan d'urgence sociale défini ci-dessous détermine les modalités d'intervention conjointe des Régions et de la Communauté germanophone pour assurer le reclassement de travailleurs victimes d'un licenciement collectif faisant suite à la restructuration, la fermeture ou la faillite d'entreprises transrégionales, nationales et internationales.

Le plan d'urgence sociale se limite aux interventions de première nécessité, permettant aux Régions et à la Communauté germanophone concernées de prendre de manière concertée les mesures appropriées et d'en assurer l'exécution.

Le plan d'urgence sociale s'applique automatiquement, dès lors que les mesures de licenciement touchent plus de 250 travailleurs parmi lesquels 50 au moins sont domiciliés dans une autre région ou communauté que celle du principal siège d'activité visé.

§ 2. Dès l'annonce par l'entreprise du licenciement collectif, une cellule de crise est constituée pour définir le plan d'urgence sociale et coordonner les interventions des services publics concernés.

La cellule de crise du plan d'urgence sociale est constituée de représentants :

- 1° des Ministres de l'Emploi;
- 2° des Ministres de la Formation professionnelle;
- 3° des services publics de l'Emploi;
- 4° des services publics de la Formation professionnelle.

Le Ministre fédéral de l'Emploi et du Travail et l'ONEm sont invités à y désigner leurs observateurs.

§ 3. La cellule est convoquée et présidée par le Ministre de l'Emploi de la Région où se situe le siège d'activité de l'entreprise le plus touché par les licenciements. Lorsque plusieurs sièges sont touchés de manière équivalente, les Ministres concernés se concertent préalablement à la convocation de la cellule.

Les contacts avec la direction de l'entreprise ou son curateur sont pris de concert sous la conduite du service public de l'emploi de la Région ou de la Communauté germanophone où l'entreprise a établi son siège social ou le siège le plus touché par les licenciements.

Les services publics de l'Emploi sont chargés de proposer à la cellule de crise les mesures concrètes à prendre et d'en assurer la bonne exécution, dans le respect des résultats de la concertation sociale.

§ 4. Les interlocuteurs sociaux sont associés aux travaux de la cellule de crise et à la mise en œuvre des mesures prises en application du plan d'urgence, suivant les modalités ou dispositions légales propres à chaque Région et à la Communauté germanophone.

§ 5. Un comité de suivi du plan d'urgence sociale est réuni au moins une fois par an. Il est constitué des représentants :

- 1° des Ministres de l'Emploi des Régions et de la Communauté germanophone, qui en assurent la présidence à tour de rôle;
- 2° des Ministres de la Formation professionnelle;
- 3° des services publics de l'Emploi;
- 4° des services publics de la Formation professionnelle.

Ce comité est chargé de suivre la mise en œuvre du plan et de répertorier les mesures légales et les instruments opérationnels dont chaque partie signataire est dotée pour assurer le reclassement des travailleurs licenciés.

Art. 7. Plan d'action coordonné "Bruxelles - Périphérie"

§ 1^{er}. La Région de Bruxelles-Capitale, la Région wallonne et la Région flamande s'engagent à examiner les interactions entre les marchés de l'emploi des trois Régions en vue d'assurer un meilleur traitement des offres et des demandes d'emploi entre Bruxelles et sa périphérie.

§ 2. Une cellule stratégique soumet aux Ministres de l'Emploi un plan d'action coordonné et est chargée d'assurer le suivi de l'ensemble. Cette cellule stratégique est composée des représentants :

1° des Ministres de l'Emploi concernés qui en assurent alternativement la présidence;

2° des Ministres de la Formation professionnelle;

3° des services publics de l'Emploi compétents territorialement;

4° des services publics de la Formation professionnelle compétents territorialement;

5° des interlocuteurs sociaux de la Région de Bruxelles-Capitale, du Brabant flamand et du Brabant wallon.

§ 3. La cellule stratégique soumet à l'approbation conjointe des Ministres de l'Emploi des trois Régions concernées son règlement d'ordre intérieur.

Art. 8. Dispositions finales

Les services publics de l'Emploi et les services publics de la Formation, réunis en Collège des fonctionnaires dirigeants, sont invités à convenir des modalités pratiques d'exécution du présent accord et de faire rapport annuellement de son exécution à leurs Ministres de tutelle respectifs, en vue notamment de son intégration dans le plan d'action national pour l'emploi et les plans d'actions régionaux et communautaires pour l'emploi.

Indépendamment du présent accord de coopération, les régions et communautés peuvent conclure des accords de coopération bilatéraux.

Les Ministres signataires se réuniront tous les deux ans afin d'évaluer les résultats des collaborations découlant du présent accord.

Fait à Namur, le 24 février 2005, en 5 exemplaires originaux (néerlandais, français, allemand).

Pour le Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi,
de la Recherche scientifique, de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente,
B. CEREXHE

Pour le Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,
B. CEREXHE

La Ministre de la Formation professionnelle,
de l'Enseignement, de la Culture, du Transport scolaire et des Relations internationales,
Mme Fr. DUPUIS

Pour le Gouvernement flamand :

Le Ministre-Président,
Y. LETERME

Le Vice-Ministre-Président, Ministre de l'Emploi, de l'Enseignement et de la Formation,
F. VANDENBROUCKE

Pour le Gouvernement wallon :

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie et de l'Emploi,
J.-C. Marcourt

La Ministre de la Formation,
Mme M. ARENA

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,
K.-H. LAMBERTZ

Le Vice-Ministre-Président, Ministre de la Formation, de l'Emploi, des Affaires sociales et du Tourisme,
B. GENTGES

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 2073

[2006/201662]

11 MEI 2006. — Decreet houdende instemming, wat de door de Franse Gemeenschap overgedragen materies betreft, met het samenwerkingsakkoord van 24 februari 2005 gesloten tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de interregionale mobiliteit van de werkzoekenden (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in de artikelen 127, § 1, en 128 van de Grondwet.

Art. 2. Het samenwerkingsakkoord van 24 februari 2005 gesloten tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de interregionale mobiliteit van de werkzoekenden is goedgekeurd.

Dat samenwerkingsakkoord wordt bij dit decreet gevoegd.

Art. 3. Dit decreet heeft uitwerking op 15 oktober 2005.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 11 mei 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,
M. DAERDEN

De Minister van Vorming,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2005-2006.*

Stukken van de Raad 346 (2005-2006). Nrs. 1 en 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 10 mei 2006.

Bespreking - Stemming.

Samenwerkingsakkoord gesloten tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommunautaire Commissie betreffende de interregionale mobiliteit van de werkzoekenden

Overwegende de conclusies van de Nationale Conferentie voor de werkgelegenheid van 9 oktober 2003 betreffende de interregionale mobiliteit van de werkzoekenden;

Overwegende de Richtlijnen gedefinieerd die in verband met in het kader van de Europese strategie voor de werkgelegenheid en in het bijzonder de elementen in verband met de promotie van de beroeps- en geografische mobiliteit worden bepaald;

Overwegende dat de mobiliteit niet een doeleind op zich vormt maar het mogelijk maakt om het rekruteringsgebied van een werkgever of de aanwervingsmogelijkheden voor een werkzoekende uit te breiden, in het bijzonder wanneer de vraag en aanbod binnen een beperkte straal niet op elkaar afgestemd zijn samenkomst van vraag en aanbod niet in een beperkte afstand mogelijk was;

Overwegende de voorstellen van het College van leidende ambtenaren van Hoofdamtambtenaren College van de openbare diensten voor arbeidsbemiddeling, openbare diensten van de werkgelegenheid, verenigd in december 2003, betreffende de aanwending van een performant systeem voor de uitwisseling van openstaande werkaanbiedingen interessant uitwisselingssysteem voor werkaanbiedingen en curriculum vitae van werkzoekenden,

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door zijn Minister-President, de heer Charles Picqué, en door zijn Minister belast met Economie, Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp, de heer Benoît Cerexhe;

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie COCOF college van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vertegenwoordigd door zijn Minister-President, Benoît Cerexhe en door zijn Minister belast met Beroepsopleidingvorming, Onderwijs, Cultuur, Schoolvervoer, en Internationale Betrekkingen, Mevr. Françoise Dupuis;

De Vlaamse Regering vertegenwoordigd door zijn Minister-President, de heer Yves Leterme en door zijn Vice-Minister-President, Minister van Werk, Onderwijs en Vorming, de heer Frank Vandebroucke;

De Waalse Regering, vertegenwoordigd door zijn Minister-President, de heer Jean-Claude Van Cauwenberghe, door zijn Minister van Economie en Werk, de heer Jean-Claude Marcourt, en door zijn Minister van Vorming, Mevr. Marie Arena;

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door zijn Minister-President, de heer Karl-Heinz Lambertz, en zijn Vice-Minister-President, Minister van Vorming, Werk, Sociale Zaken en Toerisme, de heer Bernd Gentges,

Zijn het volgende overeengekomen met wat volgt :

Artikel 1. Definities Beschrijvingen

In met deze overeenkomst dient men te verstaan onder moet men begrijpen :

1° de openbare diensten voor Arbeidsbemiddeling voor Arbeidsbemiddeling : de openbare nutsinstellingen van openbaar belang opgericht gecreëerd en georganiseerd door de ondertekenaars in het kader van de gewestelijke regionale bevoegdheidsuitoefening inzake plaatsing belegging van de werknemers;

2° de openbare diensten voor Beroepsopleidingvorming : de openbare nutsinstellingen van openbaar belang opgericht gecreëerd en georganiseerd door de ondertekenende partijen die ondertekend hebben in het kader van de communautaire bevoegdheidsuitoefening inzake omscholing hervorming en beroepsherscholing professionele recycling;

3° de Begeleidingsactie : de actie van de openbare diensten voor Arbeidsbemiddeling voor Arbeidsbemiddeling waardoor een nieuwe start wordt, is aangeboden aan de werklozen en de werkzoekenden onder de vorm van een individuele begeleiding bij aan de beroepskeuzevoorlichting voor een volwaardige werkelijke integratie op de arbeidsmarkt.

Art. 2. Uitwisseling van informatie over de werkaanbiedingen en het zoeken naar werk

§ 1. Ongeacht de contractuele betrekkingen tussen de openbare diensten voor Arbeidsbemiddeling en de ondernemingen, en in overeenstemming met de beschikkingen voorzien in het protocol dat de verhoudingen regelt tussen de instanties voortgekomen uit de herstructurering van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening ondertekend op 22 december 1988, worden de verplichtingen voorzien in het punt D, vierde alinea, als volgt versterkt :

1° Elke openbare dienst voor Arbeidsbemiddeling brengt de aanbiedingen van de ondernemingen die voor een activiteitenzetel, gelegen op het grondgebied van dit Gewest, rekruteren, automatisch over;

2° Elke openbare dienst voor Arbeidsbemiddeling stuurt de werkaanbiedingen die tot de kritische functies behoren waarvan hij jaarlijks de lijst heeft opgesteld automatisch en onmiddellijk naar de andere openbare diensten van de werkgelegenheid door;

3° Elke openbare dienst voor Arbeidsbemiddeling stuurt hen volgens de beoordeling van de werkgelegenheidsadviseur onmiddellijk de werkaanbiedingen door die niet tot de kritische functies behoren maar waarvoor de werkgelegenheidsadviseur weet dat er geen kandidaat onder zijn territoriale bevoegdheid is;

4° Elke openbare dienst stuurt de andere openbare diensten voor Arbeidsbemiddeling de andere aanbiedingen als hij heeft vastgesteld dat zij nog steeds niet ingevuld zijn.

Met uitzondering van de Duitstalige Gemeenschap om redenen die verband houden met de omvang van zijn arbeidsmarkt, leggen de openbare diensten voor Arbeidsbemiddeling in een samenwerkingsakkoord gezamenlijk een methode vast om de lijst met de kritische functies te bepalen.

Alle partners bepalen gezamenlijk de praktische modaliteiten (talen, enz.) en de technieken voor de gegevensoverdracht.

§ 2. De openbare diensten voor Arbeidsbemiddeling worden ermee belast de werkzoekenden in te lichten over de mogelijkheden die in de andere gewesten worden geboden. In dit kader dienen zij ten gunste van de werkzoekenden onthaal- en informatieactiviteiten te organiseren (gesprekken, themadagen over de interregionale mobiliteit) om deze te sensibiliseren voor het bestaan van vacante jobs in de andere gebieden.

§ 3. De openbare diensten voor Arbeidsbemiddeling worden ermee belast in het kader van het Europees netwerk EURES één of meer gemeenschappelijke ruimten voor de behandeling van de internationale werkaanbiedingen te openen.

Art. 3. Bevordering van de interregionale mobiliteit van werkzoekenden

De openbare diensten voor Arbeidsbemiddeling worden ermee belast te onderzoeken hoe zij hun operationele bestanden van beroepen en arbeidsplaatslijsten op elkaar kunnen afstemmen teneinde een grotere transparantie van de Belgische arbeidsmarkt te waarborgen.

De openbare diensten voor Arbeidsbemiddeling komen de werkzoekenden onder hun territoriale bevoegdheid tegemoet in hun verplaatsingskosten als deze in het kader van een begeleidingsactie solliciteren voor een betrekking, beroepservaring opdoen of een beroepsopleiding volgen buiten het gewest waar ze wonen en als deze verplaatsingskosten niet door een andere instantie vergoed worden zoals inzonderheid beroepsorganisaties of de openbare diensten voor beroepsopleiding bij het uitoefenen van hun bevoegdheid.

Art. 4. Bevordering van taalcursussen

De openbare diensten voor beroepsopleiding worden ermee belast hun inspanningen ten gunste van de ontwikkeling en de bevordering van taalopleidingen te coördineren die aan werkzoekenden wordt aangeboden.

De uitwisseling van taalstagiaires tussen de openbare diensten voor beroepsopleiding worden versterkt overeenkomstig de bepalingen van de bilaterale overeenkomsten die elders tussen de ondertekenaars zijn gesloten.

Art. 5. Het organiseren van transregionale opleidingen

De openbare diensten voor Beroepsopleiding worden ermee belast hun samenwerking uit te bouwen met het oog op open opleidingen voor werkzoekenden van verschillende gewesten of gemeenschappen met zeer specifieke opleidingsbehoeften, met name op technologisch vlak, in bijzondere beroepssectoren of grote transregionale, nationale en internationale ondernemingen. De openbare diensten voor Beroepsopleiding worden verzocht hun medewerkingen te ontwikkelen om een open opleiding te organiseren voor de werkzoekenden van verschillende gebieden of gemeenschappen en die op zeer specifieke opleidingsbehoeften, met name op technologisch niveau antwoorden, die van bijzondere professionele sectoren of grote transregionale, nationale en internationale ondernemingen uitgaan.

Art. 6. Het sociaal noodplan om voor de reclassering van werknemers, die het slachtoffer zijn van een collectief ontslag, terug op te nemen in het arbeidscircuit

§ 1. Ongeacht de verplichtingen van de werkgevers, rekening houdend met de wettelijke modaliteiten voorafgaand aan de tussenkomst bijdrage, via een of andere de maatregel, van de Gewesten en van de Duitstalige Gemeenschap, en overeenkomstig de beschikkingen van de collectieve arbeidsovereenkomsten, bepaalt het hieronder omschreven bepaalde sociale noodplan de gemeenschappelijke bijdragemodaliteiten voor gezamenlijke tussenkomst van de Gewesten en van de Duitstalige Gemeenschap teneinde de om de reclassering van werknemers, die het slachtoffer zijn van een collectief ontslag door een herstructurering, sluiting of faillissement van transregionale, nationale en internationale ondernemingen, terug op te nemen in het arbeidscircuit te waarborgen.

Het sociale noodplan beperkt zich tot de meest noodzakelijke tussenkomsten eerste noodzaak acties die het de betrokken Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap het mogelijk maken om in overleg op gecoördineerde wijze de gepaste adequate maatregelen te treffen en om de uitvoering ervan te waarborgen.

Het sociale noodplan is automatisch van toepassing, zodra daar immers dat de ontslagmaatregelen van ontslag meer dan 250 werknemers treffen waaronder minstens 50 minstens in een ander gewestbied of in een andere gemeenschap zijn gedomicilieerd dan het gewest of de gemeenschap die waar van de voornaamste getroffen activiteitenzetel gevestigd is beoogde activiteitenzetel.

§ 2. Zodra de onderneming het collectieve ontslag aankondigt, wordt een crisiscel gevormd om het sociale noodplan op te stellen en om de acties van de betrokken openbare diensten te coördineren.

De crisiscel van het sociale noodplan bestaat uit vertegenwoordigers van de :

- 1° Ministers van Werkgelegenheid;
- 2° Ministers van Beroepsvorming;
- 3° openbare diensten voor Arbeidsbemiddeling;
- 4° openbare diensten voor Beroepsvorming.

De federale Minister van Tewerkstelling en Arbeid en de RVA worden verzocht er hun waarnemers aan te duiden te kiezen.

§ 3. De cel wordt bijeengeroepen en wordt voorgezeten door de Gewestminister van Tewerkstelling en Werkgelegenheid van het gewest waar de activiteitzetel van de onderneming die het meest is getroffen door de ontslagen, zich bevindt. Wanneer verschillende zetels op gelijkwaardige wijze zijn getroffen, overleggen de betrokken Ministers nog voor de cel bijeengeroepen wordt eerder dan de convocatie van de cel.

De contacten met de directie van de onderneming of met de zijn curator gebeuren in overleg, worden in goed overleg genomen onder de leiding van de openbare dienst voor Arbeidsbemiddeling van het Gewest of van de Duitstalige Gemeenschap waar de onderneming haar zijn hoofdkantoor heeft of haar zijn voornaamste exploitatiezetel die het zwaarst getroffen is door de ontslagen heeft opgesteld.

De openbare diensten voor Arbeidsbemiddeling worden verzocht aan de crisiscel de te treffen concrete maatregelen voor te stellen en om de goede uitvoering ervan te waarborgen, met inachtneming van de resultaten van het sociale overleg.

§ 4. De sociale gesprekspartners worden bij de werkzaamheden van de crisiscel betrokken en ook bij de implementatie aanwending van de getroffen maatregelen ter uitvoering van het noodplan, overeenkomstig naar gelang de modaliteiten of de wettelijke beschikkingen eigen aan elk Gewest en aan de Duitstalige Gemeenschap.

§ 5. Een comité (toezichtcomité) dat instaat voor de opvolging van het sociale noodplan, komt minstens eenmaal per jaar bijeen. Het comité bestaat uit de vertegenwoordigers van de :

- 1° Ministers van Werkgelegenheid van de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap, die, om de beurt, het voorzitterschap ervan op zich nemen;
- 2° Ministers van Beroepsopleiding;
- 3° openbare diensten voor Arbeidsbemiddeling;
- 4° openbare diensten voor Beroepsopleiding.

Dit comité wordt verzocht de toepassing van het plan op te volgen en om de wettelijke maatregelen en de operationele instrumenten te inventariseren waarover elke ondertekenende partij beschikt is voorzien om de reclassering van de ontslagen werknemers terug op te nemen in het arbeidscircuit te waarborgen.

Art. 7. Het gecoördineerde actieplan "Brussel-Rand"

§ 1. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Het Waals Gewest en het Vlaams Gewest verbinden zich ertoe om de wisselwerkingen tussen de arbeidsmarkten van de drie Gewesten, te onderzoeken om een betere behandeling van werkaanbiedingen en -sollicitaties tussen Brussel en zijn Rand te waarborgen.

§ 2. Een strategische cel legt aan de Ministers van Werkgelegenheid een gecoördineerd actieplan voor en moet het geheel opvolgen wordt verzocht om de uitvoering ervan te volgen. Deze strategische cel bestaat uit de vertegenwoordigers van :

- 1° de betrokken Ministers van Werkgelegenheid; die om beurt het de voorzitterschap op zich nemen;
- 2° de betrokken Ministers van Beroepsvorming;
- 3° de territoriale bevoegde openbare diensten voor Arbeidsbemiddeling;
- 4° de territoriale bevoegde openbare diensten voor Beroepsopleiding;
- 5° en van de sociale gesprekspartners van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Vlaams-Brabant en Waals-Brabant.

§ 3. De strategische cel onderwerpt zijn huishoudelijk reglement van orde ter gezamenlijke goedkeuring voor aan het gemeenschappelijke oordeel van de Ministers van Werkgelegenheid van de drie betrokken Gewesten.

Art. 8. Slotbepalingen

De openbare diensten voor Arbeidsbemiddeling en de openbare diensten voor Opleidingvorming, verenigd in het College van leidende ambtenaren, de hoofdambtenaren van het College worden verzocht overeenstemming te bereiken over de praktische uitvoeringsmodaliteiten van dit akkoord deze overeenkomst te bepalen en om jaarlijks verslag uit te brengen over de uitvoering ervan aan hun respectieve voogdijministers, meer bepaald met het oog op om, namelijk naar een de integratie ervan in het nationaal actieplan voor de werkgelegenheid en de regionale- en communautaire actieplannen van de gewesten en gemeenschappen te streven.

Buiten dit samenwerkingsakkoord mogen de Gewesten en Gemeenschappen bilaterale samenwerkingsakkoorden af sluiten.

De ondertekenende Ministers zullen zich om de twee jaar verenigen om de resultaten van de samenwerking in het kader van dit akkoord te evalueren.

Opgesteld te Namen, op 24 februari 2005, in 5 originele exemplaren (Nederlands, Frans, Duits).

Voor de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-President,
Ch. PICQUE

De Minister van Economie, Tewerkstelling,
Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,
B. CEREXHE

Voor het COCOF College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-President,
B. CEREXHE

De Minister van Beroepsvorming, Onderwijs, Cultuur, Schoolvervoer en Internationale Betrekkingen,
Mevr. F. DUPUIS

Voor de Vlaamse Regering :

De Minister-President,
Y. LETERME

De Vice-Minister-President, Minister van Werk, Onderwijs en Vorming,
F. VANDENBROUCKE

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie en Werkgelegenheid,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Vorming,
Mevr. M. ARENA

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,
K.-H. LAMBERTZ

De Vice-Minister-President van Vorming, Werkgelegenheid, Sociale Zaken en Toerisme,
B. GENTGES

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2006 — 2074

[C - 2006/31240]

4 MEI 2006. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de taalkaders betreffende het personeel van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, inzonderheid op artikel 43, § 3, zoals gewijzigd door de wet van 19 oktober 1998;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 tot bepaling van de graden van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die eenzelfde trap van de hiërarchie vormen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 april 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gewijzigd door de besluiten van 27. april 2000, 26 september 2002 en 22 januari 2004;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 april 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat voldaan is aan de voorschriften van artikel 54, tweede lid van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken gecoördineerd op 18 juli 1966;

Gelet op het advies van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht, gegeven op 17 maart 2006;

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2006 — 2074

[C - 2006/31240]

4 MAI 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les cadres linguistiques du personnel du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, notamment l'article 43, § 3, comme modifiée par la loi du 19 octobre 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 déterminant les grades des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale qui constituent un même degré de la hiérarchie;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 1998 fixant le cadre du personnel du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale modifié par les arrêtés des 27 avril 2000, 26 septembre 2002 et 22 janvier 2004;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 fixant la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 1998 fixant le cadre organique du personnel du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant qu'il a été satisfait aux prescriptions de l'article 54, alinéa 2 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966;

Vu l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique, donné le 17 mars 2006;